**Tale - HISTOIRE (23), L’effondrement de l’URSS et du bloc soviétique (1991).**

Les « Révolutions de velours » marquent l’effondrement presque sans effusion de sang des régimes communistes d’Europe : entre la Chute du Mur de Berlin (1989) et la dislocation de l’URSS (1991), l’ensemble du bloc soviétique est rayé de la carte géopolitique du monde : le totalitarisme communiste a-t-il pour autant disparu ?

\* \* \*

La sortie du totalitarisme nazi et fasciste avait été facilitée par la défaite militaire (1945). Il en va autrement de la sortie du totalitarisme en URSS. Elle ne se limite pas à la magistrature de Mikhaïl GORBATCHEV (1985-1991) mais celui-ci incarne les volontés de réformes du système soviétique. Nikita KHROUCHTCHEV (1953-1965) avait déjà, lors du XXe Congrès du Parti Communiste de l’Union Soviétique (PCUS, 1956) assuré la déstalinisation, c’est-à-dire la condamnation des crimes de masse perpétré par STALINE (1929-1953). Dès la fin des années 1970 les responsables du PCUS tentent des réformes (Rapport ANDROPOV, 1979). Mais le régime englué dans la gérontocratie et paralysé par le complexe militaro-industriel freine le processus (1979-1986, Guerre d’Afghanistan). En 1985 la faillite du système devient criante (Une faillite que la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986 révèlera au monde). La première différence avec la sortie du totalitarisme allemand c’est qu’en URSS ce sont les dirigeants du régime totalitaires eux-mêmes qui assurent sa réforme. Il ne s’agit en aucun cas pour eux de mettre fin au système mais de l’amender pour lui permettre de survivre. Il y a là une ambigüité originelle qui explique largement l’échec partiel du processus. GORBATCHEV souhaite assouplir le système soviétique sans trahir l’idéologie communiste. Il met en œuvre deux réformes majeures, la *Pérestroïka* (Libéralisation) et la *Glasnost* (Transparence et responsabilité de l’État). Mais rapidement la libéralisation de l’économie fait apparaître le chômage (Alors inconnu en URSS) et l’inflation, paupérisant les classes populaires, déjà laissées pour compte d’un régime totalitaire qui choyait sa *nomenklatura* (L’élite sociale et politique) et les *apparatchiks* (Les cadres du Parti). La liberté de la presse permet la critique d’un régime considéré comme trop tiède par les couches populaires et trop réformateurs par les conservateurs. Elle permet aussi d’amplifier le ressentiment social et donne du grain à moudre aux ultras comme aux conservateurs. Les concessions de GORBATCHEV sur la scène internationale (1988 réduction des forces stationnées en Europe de l’Est, fin de la guerre d’Afghanistan, accords de désarmement avec les États-Unis) apparaissent comme des trahisons. La chute de la RDA (1989) et son rattachement à la RFA (1990) montrent au peuple qu’un changement de régime est possible et aux conservateurs qu’il faut réagir pour sauver un système qu’ils accusent GORBATCHEV de brader. La suite des événements est confuse : un putsch clownesque (août 1991) marginalise GORBATCHEV et met sur le devant de la scène Boris ELTSINE, président du Soviet Suprême de la République Fédérative de Russie, acclamé comme un sauveur des réformes mais vrai *apparatchik*. Sous l’impulsion de l’Ukraine, de la Russie et de la Biélorussie l’URSS est démantelée. Mais ce sont des caciques du Parti et de l’appareil de sécurité (Comme Vladimir POUTINE directeur du KGB de Leningrad) qui contrôlent les républiques émancipées ! GORBATCHEV est ainsi acculé à la démission (25 décembre 1991).

**\***

Le système soviétique totalitaire survit cependant largement dans les ex-républiques soviétiques, comme les pratiques politiques le montrent : violence de masse (Tchétchénie), culte de la personnalité (Kazakhstan), privation des libertés (Biélorussie, Russie), manipulation des élections (Arménie, Géorgie, Russie). Certains pays assument pleinement le maintien du totalitarisme : c’est le cas en Corée du Nord, un « État-guérilla » assiégé depuis 1953, c’est le cas en République Populaire de Chine (RPC) où l’ouverture économique (1979, politique des « Quatre modernisations » de DENG Xiaoping) ne s’est pas accompagnée d’une ouverture politique (Répression des révoltes étudiantes de la place Tien An ‘men, 1989), c’est le cas à Cuba où le départ progressif des frères CASTRO n’a pas été accompagné d’une libéralisation politique significative. En Russie, le maintien de Vladimir POUTINE au pouvoir sous des formes variées, la répression féroce contre les journalistes et les opposants, déportés ou assassinés, même à l’étranger, montre que les pratiques de l’État et des élites dirigeantes sont toujours celles d’un État totalitaire. En RPC, la pensée de XI Xinping a été inscrite comme élément fondamental de la Constitution, à l’instar de celle de MAO et le rôle du Parti Communiste Chinois sur l’économie et la société s’est renforcé, ainsi qu’en témoigne la répression contre les minorités tibétaines et ouïghours. Le maintien des pratiques totalitaires n’est pas l’apanage de Républiques exotiques ou de peuples extra-européens pour lesquels on pourrait inférer de manière européocentrée une forme d’inaptitude pour la démocratie : la Hongrie de Viktor ORBAN glisse vers une dictature feutrée, régime illibéral et qui anime la réaction antidémocratique en Europe. La Pologne qui suspend l’indépendance des juges, la Roumanie qui poursuit la persécution et la marginalisation des Roms, sont autant d’exemples très européens de l’ancrage fort des imaginaires totalitaires. L’apathie et la mollesse des puissances à leur égard interrogent…

\* \* \*

Le bloc soviétique s’est effondré mais les hommes et les pratiques se sont maintenus : en Europe même et parfois au sein de l’Union Européenne (UE), les régimes dictatoriaux et négateurs des libertés fondamentales prospèrent. © **Souleymane** ALI YÉRO, **Erwan** BERTHO & **Ronan** KOSSOU (2020).